

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: 1

Artikel: Politique de défense allemande
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346823>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



En quelques années, l'industrie allemande s'est convertie du lourd au léger. De g. à d.: G-Wagen, Fuchs, Dingo à Kaboul. (photos: Bundeswehr)

Politique de défense allemande

Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

Depuis le milieu des années 1990, l'Allemagne a participé plus fortement à des missions internationales de stabilisation. Mais les déficits ne sont pas encore comblés dans le domaine des déplacements stratégiques, des reconnaissances ainsi que des systèmes de gestion performants et interopératoires. Le scepticisme face aux missions de la Bundeswehr à l'étranger reste un paramètre important de la politique de défense allemande.

Avec l'adoption, fin octobre 2006, du *Livre blanc sur la politique de sécurité de l'Allemagne et sur l'avenir de la Bundeswehr*, le Gouvernement allemand présente un concept en matière de politique de sécurité. Contrairement aux lignes directrices, publiées en mai 2003 par le seul ministre de la Défense Peter Struck, en tant que concept de base de la politique de défense allemande et des missions qui en découlent, l'ensemble du cabinet fédéral assume les importantes modifications de la politique de sécurité dans le cadre du système international depuis la réunification en 1989/90 et, surtout, depuis le 11 septembre 2001.

Même si la politique extérieure et de sécurité continue à suivre les lignes de conduite de l'ancienne République fédérale, la Bundeswehr a dû s'adapter rapidement et profondément. Les exigences ont nettement augmenté au cours des dernières années, mais le mandat, les missions et les moyens financiers de la Bundeswehr ne sont toujours pas harmonisés.

Le *Livre blanc 2006* suit la logique de la stratégie de sécurité européenne. Au cours des années 1990, les menaces classiques ont été progressivement remplacées par de nouveaux risques (terrorisme, prolifération, réarmement, conflits régionaux, trafic d'armes, obstacles au développement et structures fragiles) qui se répercutent directement ou indirectement sur la sécurité extérieure et intérieure de l'Allemagne. La défense ne peut plus être limitée géographiquement. La sécurité inclut la projection

de forces, la prévention des conflits et la gestion des crises. Les nouvelles obligations internationales servent de légitimation à la réorganisation des forces armées.

Continuité...

Dès le début de la guerre froide, l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans les structures euro-atlantiques a donné aux puissances occidentales, non seulement la sécurité avec et pour une Allemagne renforcée, mais aussi face à celle-ci. Inversement, la politique d'intégration donnait à la République fédérale – outre son désir d'être reconnue en tant qu'Etat égal – l'occasion d'agir sur la politique de sécurité occidentale.

La défense du territoire allemand, dans le conflit Est-Ouest, n'était imaginable que dans un contexte multilatéral. Aujourd'hui, l'intervention de l'Allemagne, dans un contexte de prévoyance élargie au plan fonctionnel et géographique, n'est pensable qu'en coopération avec ses alliés et partenaires, dans le cadre de l'OTAN et/ou de l'Union européenne. La République fédérale d'Allemagne a approuvé une extension verticale et horizontale de ces deux organisations: nouvelles tâches suite aux changements en matière de politique de sécurité et à l'adhésion de nouveaux membres. La zone de sécurité et de stabilité en Europe s'est élargie.

... et évolution

Pour la Bundeswehr, la prévention et la gestion internationale des conflits et des crises sont passées au premier rang des missions à assumer. Les aptitudes et capacités destinées exclusivement à la défense classique du territoire ne sont plus nécessaires. Les contributions de la Bundeswehr sont vues comme une partie d'une vaste «prévention civile des crises», basée sur une démarche cohérente et globale avec interaction de tous les instruments disponibles. Les premières mesures ont été prises en ce sens par le Gouvernement fédéral et les



Dingo et Tornado sur l'aéroport de Kaboul.

Länder avec la mise en place du Centre de réaction aux crises au ministère des Affaires étrangères, du Centre de gestion nationale de la sécurité de l'espace aérien, du Centre commun pour la lutte antiterroriste, ainsi que de diverses organisations de protection de la population. Mais il n'existe pas encore d'interaction globale allant de la lutte antiterroriste à l'intérieur à l'aide au développement et aux interventions militaires.

Depuis le début des années 1990, le fait que les gouvernements allemands ont envoyé plus de 200 000 soldats dans des missions de paix montre que la politique de défense a évolué, l'armée de formation devenant une armée d'intervention, la défense du territoire faisant place au maintien international de la paix dans un cadre multilatéral. L'éventail des tâches s'est continuellement élargi, même si les gouvernements se sont efforcés, en application d'attitude de réserve liée au passé, de qualifier toutes les missions d'«actions logistiques» de «soutien et de surveillance» ou d'«interventions humanitaires», à l'exception de l'opération ALLIED FORCE contre le Gouvernement serbe et de l'intervention des forces spéciales en Afghanistan.

Les anciens *Wiesel* des unités parachutistes se révèlent mal adaptés aux nouvelles missions.



Outre l'extension fonctionnelle, la Bundeswehr a également assumé un élargissement géographique de ses tâches. Alors que les interventions humanitaires au Cambodge, en Irak et en Somalie au début des années 1990 comptaient encore parmi les «petites missions», l'Allemagne fournit

aujourd'hui l'un des plus gros contingents internationaux dans les Balkans, en Afghanistan et au large du Liban. Toutes les missions s'effectuent dans un cadre multilatéral, en réaction à des demandes internationales, en grande majorité dans un contexte de paix relative et avec l'accord des parties au conflit. Les forces armées allemandes ont assumé le commandement de volets non militaires de prévention de crise et d'assistance après-conflit, mais pas d'opérations destinées à rétablir la paix.

Transformation des forces armées

Plus que les autres armées de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, la Bundeswehr et l'Armée populaire nationale de la République démocratique d'Allemagne étaient



Rationalisation: pour faire des économies, 12 P3C Orion ont été achetés aux Pays-Bas, afin de couvrir les besoins de renseignements des 3 armes.

orientées sur la défense du territoire. Après la réunification, l'Allemagne disposait de l'une des plus grosses armées qui, contrairement aux forces britanniques et françaises, traditionnellement orientées sur la projection de puissance, n'était absolument pas préparée à la nouvelle situation.

Même après la timide redéfinition des missions de la Bundeswehr vers le milieu des années 1990, la structure et les aptitudes de l'armée allemande restèrent orientées sur la défense du territoire. Cela explique pourquoi la Bundeswehr, plus de quinze ans après la réunification, présente de gros déficits au niveau de grandes aptitudes étroitement liées (capacité de diriger une force multinationale, collecte d'informations et reconnaissance, mobilité, efficacité d'intervention, soutien et durabilité, aptitude à survivre, protection).

Les lignes directrices de mai 2003 ont enclenché un processus de réforme. Mais c'est le *Livre blanc* de 2006 qui, document officiel du Gouvernement, met en évidence l'urgence de la réalisation de la réforme: amélioration des aptitudes à la projection, capacité de réaction plus élevée et haute capacité de durabilité. A cette fin, les forces armées sont divisées en trois catégories (forces

de combat, de stabilisation et de soutien) dont la formation, l'équipement et l'intervention dépendent de leurs missions. Aujourd'hui, avec environ 7300 soldats à l'étranger, l'Allemagne touche à ses limites et elle n'est pas en mesure d'engager plus de 10% de ses forces armées dans des missions internationales. La nouvelle répartition en catégories de forces doit combattre ce déficit.

Vu les moyens financiers toujours en baisse, une réduction des forces à 250000 soldats (avec service militaire obligatoire) doit maintenir les investissements au-dessus de 30% des dépenses consacrées à la sécurité. Un tel montant resterait, comme le pourcentage du budget de la défense par rapport au PIB, nettement au-dessous des chiffres de la Grande-Bretagne et de la France qui, dès 2001, ont augmenté leurs dépenses de défense. Dans ce



Si le «lourd» n'a plus la cote, le «léger» est aujourd'hui devenu «trop léger» et a besoin de protection.

domaine, le budget allemand a été gelé; les dépenses ont donc baissé en valeur relative et sont, en pourcentage, inférieures à la moyenne des Etats membres de l'OTAN.

Importance de la politique intérieure

Jusqu'en 1989/90, la politique allemande de sécurité et de défense pouvait compter sur l'appui de la population. Les mutations du système international ont fait qu'en Allemagne, elle est aujourd'hui beaucoup plus influencée par la politique intérieure. Une part importante de la population est opposée à l'emploi de la violence militaire dans les crises. Les missions à l'étranger ne jouissent pas d'un large soutien, les opinions favorables ayant même baissé ces dernières années. Les décideurs politiques ne se laissent donc pas seulement guider par la *culture de réserve* liée au passé, mais intègrent dans leurs calculs des humeurs réelles ou ressenties. Il en résulte la remise en question des missions et leur définition parfois trop restrictive. Dans les années à venir, la politique allemande de sécurité et de défense restera tiraillée entre les attentes des alliés, les traditions de la politique allemande d'après-guerre et les attitudes de la population. Pour l'OTAN et l'Union européenne, il est indispensable que l'Allemagne applique la réforme radicale contenue dans le *Livre blanc 2006* et harmonise le mandat, les tâches et les moyens financiers de ses forces armées.

H.W.

Nouvelles brèves

Introduction ISTAR

L'an dernier a eu lieu le premier exercice visant à mettre en œuvre à l'échelle 1:1 les équipements ISTAR, en train d'être introduits dans l'armée. *Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance* (ISTAR) signifie la mise en commun, au sein d'un réseau informatique, des capteurs, des moyens d'exploration et de conduite. La précision et le gain de temps apportés par ce système lui permettent d'être couplé avec la conduite des feux – en particulier de l'artillerie et des Forces aériennes.

Le bataillon d'exploration 11, qui deviendra avec le développement 08/11 le noyau de compétence de ce système, a ainsi pu surveiller la région Herzogenbuchsee-Burgdorf-Thun-Belp avec ses propres moyens, notant plus de 2600 « événements » simulés dont 600 activités « adverses ».

Un véhicule équipé de capteurs et de caméras transmet ses données au réseau ISTAR en temps réel.

